



Bulletin de liaison de la CDC de Marguerite-D'Youville

Volume 6, numéro 7, avril 2014

Votre référence en matière d'information sur le milieu communautaire



Bulletin spécial élections

Les élections approchent à grands pas. Dans moins d'une semaine, les jeux seront faits. Au-delà des médias qui rapportent les grandes lignes du programme des partis, beaucoup de choses restent non-dites. Le présent bulletin Spécial-Élections présente ce qui nous a semblé le plus important dans ce qui n'a pas été rapporté dans les médias sur les plateformes électorales du Parti québécois, d'Option nationale, de Québec solidaire, de la Coalition avenir Québec et du Parti libéral du Québec, à savoir les cinq candidats qui se présentent dans le comté de Verchères. Il est impossible de rendre compte de tout le contenu des plateformes électorales. Nous avons mis l'accent sur ce qui nous semblait le plus concret et le plus important dans les diverses mesures proposées.

C'est pour moi la dernière journée de travail à la Corporation de développement communautaire de Marguerite-D'Youville.

J'ai apprécié travailler avec vous et j'espère que nous nous reverrons dans un autre contexte.
Bonne lecture!

La CDC de Marguerite-D'Youville existe pour vous et par vous ! Bonne lecture!

André Giroux



TABLE DES MATIÈRES

<u>PARTIS POLITIQUES</u>	3
Partis Québécois	3
Option Nationale	4
Québec Solidaire	6
Coalition avenir Québec	7
Parti libéral du Québec	8
<u>CANDIDATS DANS LE COMTÉ DE VERCHÈRES</u>	10
Stéphane Bergeron, Parti québécois, actuel député et ministre de la Sécurité publique	10
Mathieu Coulombe, Option nationale	11
Céline Jarousse, Québec solidaire	12
Yves Renaud, Coalition avenir Québec	13
Simon Rocheleau, Parti libéral du Québec.....	14

PARTIS POLITIQUES

Partis Québécois



Créer des emplois de qualité dans toutes les régions

Le Parti québécois est «déterminé» à :

- Établir la politique économique Priorité à l'emploi pour créer 115 000 emplois en trois ans, notamment en utilisant les surplus d'électricité pour attirer des investissements créateurs d'emploi et en redonnant de la vigueur au secteur manufacturier québécois, en développant la recherche et le développement (R&D), en augmentant les exportations, en devenant un leader mondial dans l'électrification des transports, en développant notre souveraineté alimentaire et en se dotant d'une politique d'indépendance énergétique.
- Augmenter la contribution du secteur de l'économie sociale dans notre développement économique, social et régional, et engager les actions nécessaires afin de mettre en œuvre le plan d'action en économie sociale prévu par la Loi sur l'économie sociale adoptée par le Parti Québécois.
- Déployer la Stratégie d'électrification des transports afin de faire des modes de transport électrifiés une priorité dans le choix du type de transport utilisé par les Québécois;
- Explorer le potentiel pétrolier sur l'île d'Anticosti de façon sécuritaire, dans le respect de l'environnement, des populations locales, des sources d'eau potable et dans une perspective de développement durable;
- Faire une plus grande place au transport électrique en facilitant l'achat d'une voiture électrique par les particuliers, en déployant 10 000 bornes de recharge sur l'ensemble du territoire québécois, en soutenant le verdissement des flottes de taxis dans les municipalités, et en appuyant l'électrification des transports en commun;

Mettre en valeur notre territoire de façon durable

- Adopter une stratégie de lutte contre les changements climatiques afin d'atteindre, d'ici 2020, une cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 25 % par rapport au niveau de 1990;
- Poursuivre le déploiement de la Stratégie de mobilité durable qui vise, entre autres, une hausse des sommes allouées au transport collectif, la bonification de l'offre de transport collectif en milieu rural, une meilleure convergence entre l'aménagement du territoire et les transports, et une augmentation des ressources attribuées au transport adapté;

Reconnaître l'éducation comme la clé de notre avenir

- Faire de la persévérance scolaire notre priorité en matière d'éducation, en dotant le Québec de sa première politique nationale de lutte contre le décrochage scolaire. Nous concentrerons les efforts dans les milieux défavorisés, dès le primaire, et porterons une attention particulière aux garçons; valoriser la formation professionnelle et veiller à son accessibilité dans toutes les régions; renforcer l'enseignement de notre histoire nationale, du primaire à l'université;

Prendre soin de notre monde

- Poursuivre le déploiement des GMF en vue d'atteindre le nombre de 300 (il en existe 256 actuellement), afin d'améliorer l'accès à un médecin de famille, et de réduire les attentes et les engorgements dans les urgences;
- Permettre aux personnes âgées ou handicapées de recevoir des services là où ils vivent.

Soutenir les organismes communautaires

- Hausser le financement des organismes communautaires et améliorer l'accès à des avantages sociaux pour les travailleurs du milieu communautaire.

Option Nationale



Pour une économie du Québec qui enrichit les Québécois

Un gouvernement d'Option nationale

- Fera en sorte que l'État québécois soit maître d'œuvre de tout développement de nos ressources naturelles par le biais d'une nationalisation, en collaborant avec le secteur privé pour l'exploration, l'extraction et la distribution.
- Imposera, dans le cas des hydrocarbures, un moratoire complet au secteur des gaz et pétrole de schiste (shale) jusqu'à ce que des études indépendantes aient pu prouver que leur exploitation respecte les principes de développement durable,
- Déclarera l'eau et les terres agricoles patrimoine national. Leur exploitation et leur préservation devront refléter cette importance, notamment sur le plan des redevances et du soutien au secteur agroalimentaire. Cela inclura dans ce dernier cas un plan de souveraineté alimentaire, une meilleure identification des

produits locaux, un fonds de pension pour les travailleurs du secteur et une aide au recrutement de la relève;

- Élaborera une stratégie d'indépendance énergétique basée sur l'économie d'énergie et l'optimisation énergétique
- Financera massivement la recherche en électrification des transports collectifs et individuels
- Considérera le secteur de l'économie sociale, notamment des coopératives, au même titre que l'économie de marché traditionnelle dans les programmes d'aide offerts par la Banque du Québec
- Instaure un fonds d'indemnisation universel de l'AMF pour venir en aide aux victimes de crimes économiques.
- S'assurera que les fonds de pension de travailleurs aient priorité en cas de liquidation des actifs d'une entreprise

Pour le meilleur système d'éducation et de formation

Un gouvernement d'Option nationale

- Instaure la gratuité scolaire de la maternelle au doctorat.
- Étudiera la mise en place d'un système de stages et de placement (régime coop) pour les programmes techniques collégiaux (DEC) et d'études professionnelles (DEP), incluant une aide gouvernementale supplémentaire pour les communautés qui éprouvent des difficultés économiques;
- Renforcera l'enseignement de l'histoire nationale et politique du Québec au secondaire et instaure un cours obligatoire d'histoire et de politique au collégial
- Mettra en place un système de formation et de perfectionnement pour tout travailleur qui perdra son emploi. Afin de pouvoir faire un juste appariement entre les programmes de formation professionnelle et les moyens de les soutenir, le Québec aura repris le contrôle de la caisse d'assurance-emploi
- Augmentera les budgets alloués à l'alphabétisation et considérera comme priorité nationale la lutte à l'analphabétisme.

Pour une nation en santé

Un gouvernement d'Option nationale

- Réaffirmera le caractère public et universel du système de santé québécois. La participation du secteur privé sera circonscrite
- Créera Pharma-Québec, société d'État responsable de la gestion des produits pharmaceutiques dans le réseau québécois de la santé, dans le but de freiner la hausse du coût des médicaments au Québec. Pharma-Québec pourra également produire ses propres médicaments génériques;
- Élargira le rôle des pharmaciens en matière d'émission et de renouvellement d'ordonnances. Les pharmaciens auront également plus de pouvoir dans le choix des médicaments à prescrire selon les symptômes identifiés par le médecin. L'accès des lobbys pharmaceutiques aux médecins sera revu
- Favorisera la rémunération des médecins par salaire plutôt qu'à l'acte médical, lorsque le contexte s'y prêtera.
- Mettra en place un cadre légal assurant que les Québécois soient pleinement informés de la composition et de l'origine des produits alimentaires qu'ils consomment.

Pour une langue et une culture nationales

Un gouvernement d'Option nationale

- Interdira toutes formes d'écoles passerelles;
- Modifiera la Charte de la langue française pour l'étendre au réseau collégial;
- Étendra graduellement l'application de la Charte de la langue française à toutes les entreprises sises au Québec

Pour des institutions et un État modernes

Un gouvernement d'Option nationale

- Reverra le mode de scrutin afin d'y insérer une composante de proportionnalité;
- Instaure le financement entièrement public des partis politiques;
- Restreindra l'accès des lobbys aux instances gouvernementales;
- Fera entériner davantage de nominations importantes par l'Assemblée nationale incluant, par exemple, les présidents de la Caisse de dépôt et placement, d'Hydro-Québec et de la future Banque du Québec.

Québec Solidaire



Un gouvernement de Québec solidaire

Plan de sortie du pétrole

- Réduirait d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 40% par rapport à leur niveau de 1990 en favorisant l'autopartage, le transport en commun par rapport à l'automobile et en électrifiant les modes de transport collectif. Cela favoriserait la création de 146 485 emplois.

En santé

- Assurer l'accessibilité 24 heures par jour et 7 jours par semaine les services de santé dans les CLSC;
- Réduire nos dépenses de médicaments par la création de Pharma-Québec, une société d'État entièrement publique qui acquerrait ainsi un plus grand pouvoir de négociation avec les entreprises pharmaceutiques;
- Embaucher 800 infirmières ou membres du personnel professionnel supplémentaires dans le réseau public.

- Revoir le mode de rémunération des médecins. Une augmentation de la part de rémunération versée sous forme de salaire favoriserait l'intégration de la dimension préventive à la pratique de médecine familiale et l'amélioration du suivi des personnes souffrant de maladies chroniques;
- Mettre fin à la multiplication du nombre de cadres en santé;
- Mettre fin aux partenariats publics-privés.

Réduire l'endettement des ménages

- Québec solidaire propose de créer au cours des cinq premières années de son gouvernement 25 000 emplois dans les services publics et plus de 162 000 avec son Plan de sortie du pétrole;
- Réduire les frais d'hydroélectricité, de transport et de garderie;
- Éliminer la taxe santé et réduire le coût des médicaments.

Soutenir la réussite éducative

- Valoriser l'école publique en réduisant la taille des classes et en cessant de subventionner l'école privée;
- Ouvrir 15 000 postes de personnel enseignant et de professionnels de l'éducation;
- Assurer un financement récurrent à la lutte contre l'intimidation.

Coalition avenir Québec



Vallée de l'innovation

- Création d'une Vallée de l'innovation qui engloberait la métropole et l'ensemble de la vallée du Saint-Laurent. Projection de 100 000 emplois nouveaux;
- Élaborer un plan à long terme pour dépolluer le Saint-Laurent en mettant l'accent sur le traitement des eaux usées, particulièrement dans la région de Montréal;
- Rendre les berges du Saint-Laurent plus accessibles en appuyant les initiatives locales qui visent cet objectif;
- Favoriser la distribution des produits du terroir et stimuler l'innovation dans le secteur agro-alimentaire au Québec.

Baisses de taxes pour les familles

- Réduction du fardeau fiscal de 1 000\$ par famille en abolissant la taxe santé et scolaire;
- Adoption d'une Charte des contribuables qui précisera qu'aucune hausse de taxes et de tarifs ne pourra excéder l'inflation;
- Limitation à l'inflation des hausses des tarifs d'électricité et des frais de garde annoncées par le gouvernement du Parti québécois;
- Gel du nombre total d'employés dans la grande fonction publique au cours des 4 prochaines années.

Moins de bureaucratie, plus de services

- Élimination des structures administratives inutiles comme les commissions scolaires et les agences de santé et réduira les coûts de la bureaucratie afin de pouvoir consacrer plus de ressources et donner de meilleurs services directs à la population;
- Valorisation du rôle des infirmières et élargissement de leur champ de pratique en révisant le partage des tâches avec les médecins et l'organisation des soins dans le réseau de la santé;
- Mise en place d'un programme de tutorat visant à améliorer le soutien pédagogique et l'encadrement des élèves du secondaire;
- Amélioration de la quantité et de la qualité des soins et services offerts à nos aînés, en particulier ceux vivant en CHSLD.

Parti libéral du Québec



Cadre financier : élimination graduelle de la taxe santé et des crédits d'impôt

- Lancer un programme de rénovation domiciliaire prévoyant un crédit d'impôt remboursable de 20%, jusqu'à 25 000\$;
- Rétablir le financement pour l'entretien et la modernisation des infrastructures au niveau précédant les coupes du PQ, qui a coupé 15 milliards de dollars sur dix ans;
- Établir un programme de prêt pour les propriétaires de 60 et plus afin de les aider à assumer la facture de taxes scolaires et municipales;

- Introduire un crédit d'impôt remboursable de 20 % pour les activités physiques, artistiques et culturelles, jusqu'à concurrence de 200 \$, destiné aux personnes âgées de plus de 60 ans, qui gagnent moins de 40 000\$ par année.

Des engagements en santé inspirés de nos succès

-Soutenir davantage les proches aidants, notamment en investissant 5 M\$ supplémentaires par année, pendant 5 ans, pour le développement ou la consolidation de services destinés spécifiquement aux proches aidants. L'octroi des sommes disponibles se fera par appels de projets;

- En plus de consolider l'offre en CHSLD et en ressources intermédiaires, le PLQ estime qu'il faut poursuivre le développement des soins et des services à domicile. Il s'engage à investir 150 M\$ par année, pendant 5 ans, pour y parvenir.

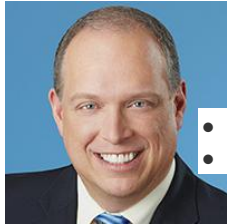
Investir dans nos infrastructures et redémarrer notre économie

- Création d'un crédit d'impôt de 50% sur les coûts de transport liés l'exportation hors-Québec pour les PME comptant moins de 200 employés;

- Offrir au fondateur d'une entreprise une exemption d'impôt de 750 000\$ sur le gain en capital s'il vend l'entreprise à sa famille ou à un employé embauché depuis au moins un an. Le plafond sera de un million de dollars pour le secteur agricole. Cette exemption n'est accordée que lors d'une vente à une personne non liée.

CANDIDATS DANS LE COMTÉ DE VERCHÈRES

Stéphane Bergeron, Parti québécois, actuel député et ministre de la Sécurité publique



Profil académique

- Maîtrise en science politique, spécialisation en relations internationales, Université Laval
- Baccalauréat spécialisé en sciences politiques, profil relations internationales, Université du Québec à Montréal (1987)

Expérience professionnelle Député de Verchères depuis 2005

- Ministre de la Sécurité publique depuis le 19 septembre 2012
- Ministre responsable de la région de l'Outaouais depuis le 19 septembre 2012
- Membre du Comité ministériel de la région métropolitaine depuis le 10 octobre 2012
- Membre du Comité ministériel de la solidarité depuis le 10 octobre 2012
- Membre du Conseil du trésor depuis le 21 septembre 2012
- Porte-parole de l'opposition officielle en matière d'affaires municipales (2011-2012)
- Porte-parole de l'opposition officielle en matière de sécurité publique (2010-2011)
- Député de la circonscription fédérale de Verchères, puis de Verchères-Les Patriotes (1993-2005), whip en chef du Bloc Québécois (1997-2001)
- Attaché politique et conseiller parlementaire du député de Bertrand à l'Assemblée nationale (1990-1993)
- Secrétaire du caucus des députés de l'opposition officielle en Montérégie (1989-1993)
- Boursier de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant; stagiaire parlementaire à l'Assemblée nationale (1989-1990)
- Auxiliaire à l'enseignement, département de science politique à l'Université Laval (1988)

Engagement communautaire et politique

- Membre du conseil d'administration de la Fédération acadienne du Québec (2002-2007)
- Membre (2001-2005) et deuxième vice-président (2003-2005) du comité exécutif du Groupe canadien de l'Union interparlementaire
- Membre fondateur du Bloc Québécois de Verchères (1991)
- Officier de la Ligue navale du Canada (1984-1985); instructeur civil, puis officier du Cadre des instructeurs de cadets (1985-1993)
- Membre du conseil exécutif du Parti Québécois de Bertrand et responsable du comité des jeunes du Parti Québécois de Bertrand (1983-1984)
- Membre du Club Optimiste de Varennes, du Conseil 3808 Sainte-Marguerite-d'Youville des Chevaliers de Colomb de Varennes, de la succursale 266 Pierre-Boucher de la Légion royale canadienne et de la Fédération acadienne du Québec

Mathieu Coulombe, Option nationale



Mathieu Coulombe termine un Baccalauréat en Études littéraires à l'UQAM.

Il a l'intention de continuer ses études en pédagogie de l'enseignement supérieur et en création littéraire.

Il travaille comme formateur et préposé à l'entretien ménager à l'hôpital Charles LeMoine de Greenfield Park.

Il fait aussi la couverture des arts et spectacles pour le blogue du Club social « Le Contact » du CSSS HCLM et il veut faire carrière comme écrivain, professeur et politicien.

Mathieu Coulombe sillonnera la circonscription en faisant du porte-à-porte, car c'est, selon lui, la façon la plus dynamique de faire la pédagogie de l'indépendance.

Résident de Varennes depuis 25 ans, il croit que le virage vert qu'a entrepris sa ville depuis les dernières années est un exemple de réussite du développement durable.

Il a l'intention de promouvoir l'énergie verte par le développement du transport électrique, car c'est, selon lui, le virage que doit prendre le Québec.

Céline Jarrousse, Québec solidaire



Née en France, l'enseignante Céline Jarrousse vit à Sainte-Julie depuis janvier 2008.

Très préoccupée par l'avenir de tous les enfants, elle fait une maîtrise en sciences de l'éducation et est auxiliaire de recherche pour une chaire qui se préoccupe de l'intégration des élèves présentant un trouble du spectre de l'autisme (TSA).

L'État doit mettre plus de moyens financiers et humains à la disposition de l'ensemble des élèves handicapés en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA). De par son expérience, elle sait pertinemment que les enseignantes et les enseignants ne sont pas suffisamment formés pour que l'intégration de ces enfants en classe régulière soit pleinement réussie.

Céline a été de la lutte contre la hausse des droits de scolarité en 2012, prenant pleinement part à la grève. Elle considère la justice sociale nécessaire pour vivre dans un monde juste et respectueux des droits de chacun et chacune. Profondément contre l'exploitation des gaz de schiste, elle prône une écologie réfléchie et le développement d'un secteur environnemental à visée économique : il faut passer de l'or noir à l'or vert et adopter les énergies renouvelables.

Céline en est venue à la conclusion que la souveraineté du Québec était incontournable pour mener à bien ces projets. Des décisions incompatibles avec les valeurs de la nation québécoise et l'instauration d'un État juste et égalitaire sont présentement prises à Ottawa, notamment la loi sur l'assurance-emploi. Le gouvernement canadien est également responsable du manque de transparence concernant le transport de produits toxiques ou dangereux par le CN, ce qui a ultimement mené à la terrible catastrophe de Lac-Mégantic.

Céline veut faire de la politique autrement, au service de tous et toutes, avec humilité, sincérité et transparence. Elle s'implique auprès de l'association de Québec solidaire de Verchères depuis sa fondation en 2012.

Yves Renaud, Coalition avenir Québec



Yves Renaud est entrepreneur général et spécialisé chez Norme A Tech depuis 2003.

Il a été chef des services technique au CHSLD Estriade de Sherbrooke et directeur technique et actionnaire chez Bâtiment-Tech Inc.

Il est membre de l'Association provinciale des constructeurs du Québec en plus d'avoir été représentant technique pour des sous-comités professionnels de couvreurs.

Yves Renaud a également participé à la formation de futurs étudiants en construction pendant plus de dix ans.

«Yves a plusieurs expériences de travail qui pourront être mises à profit pour relancer le Québec et pour protéger les contribuables. J'ai bien hâte de travailler avec lui», a déclaré son chef, François Legault.

Simon Rocheleau, Parti libéral du Québec



Domicilié à Sainte-Julie depuis 1993, Simon Rocheleau est avocat dans la fonction publique.

Il obtient d'abord un diplôme d'études collégiales en sciences humaines du Collège Édouard-Montpetit en 2006, puis un baccalauréat en droit de l'Université de Montréal en 2009.

Il est membre du Barreau du Québec depuis avril 2011.

Fraîchement diplômé, Simon Rocheleau se lance dans le monde professionnel en tant que conseiller juridique. De février à mars 2012, il est embauché au bureau de la circonscription de Laporte comme adjoint du directeur.

Depuis mars 2012, il œuvre comme avocat, agent d'opposition, à Revenu Québec.

D'abord en tant que conseiller de l'Association libérale du comté de Marguerite-D'Youville de 2009 à 2011 puis, de 2010 à 2012, comme représentant régional de la Montérégie au sein de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec, puis comme vice-président jeunesse et responsable des affaires politiques de l'Association libérale du comté de Laporte, Simon Rocheleau s'est impliqué et s'implique toujours grandement dans la politique locale.

Tant sa profession d'avocat que sa participation à la vie politique font de lui une personne engagée et à l'écoute des préoccupations et besoins des autres.